

Nouveau triomphe de Cuba à l'ONU en 2011

Par Tania Hernández

L'isolement international de Washington dans sa politique anti cubaine et son manque d'arguments pour la justifier ont été largement démontrés lors du débat qui a précédé le vote et l'adoption par l'Assemblée Générale de l'ONU d'une nouvelle résolution réclamant aux États-Unis de mettre fin au blocus économique, commercial et financier qu'ils maintiennent contre Cuba depuis un demi siècle.

Pour la vingtième fois la communauté internationale s'est exprimée, le 25 octobre dernier, sans équivoque, contre ce qui a été qualifié d'acte hostile, illégal, violant toutes les normes du droit et du commerce internationaux. Les orateurs qui se sont succédés se sont accordés à signaler que le blocus est le reflet d'une politique obsolète et échouée.

« L'Afrique partage les opinions de la communauté dans son opposition constante aux sanctions et au blocus imposé à Cuba. »

« La Caricom considère que le blocus est anachronique et qu'il n'a fait que contribuer à la souffrance de générations de citoyens cubains et qu'il n'a servi qu'à provoquer un renforcement de la tension entre les États-Unis et Cuba. Il n'a pas de fin justifiable du point de vue juridique, politique ou moral au 21^e siècle. Les liens de la Caraïbe avec Cuba ont une importance historique, basée sur des années de coopération active à plusieurs niveaux. Notre futur développement régional dépend dans une large mesure de nos progrès collectifs. Dans ce contexte le blocus n'est pas seulement une sanction contre Cuba mais un obstacle au développement commun de toute la Caraïbe.

L'année dernière, les mesures annoncées par le gouvernement étasunien concernant la flexibilisation des restrictions sur les voyages et les envois d'argent entre autres, ont été saluées comme étant positives par ce forum. Ces mesures cependant n'ont pas été accompagnées d'un changement substantiel de la politique de blocus, elles sont insuffisantes et elles ont une portée limitée. Le Mercosur et les états associés, nous considérons que l'embargo contre Cuba est contraire aux principes de la Charte des Nations Unies et viole les règles du droit international.

Combien de fois devons nous encore voter contre le blocus, pour qu'il soit levé? Combien de fois le monde devra dire aux États-Unis ce qu'il pense sur ce sujet sans que rien de ce qu'il demande ne soit respecté ? Si nous croyons vraiment à la démocratie, commençons par obéir la volonté des pays présents à cette salle. Pour toutes ces raisons, l'état plurinational de la Bolivie remercie le rapport du Secrétaire Général, daté du 16 août et appui avec conviction le projet de résolution.

Les états membres ont fait à ce forum un appel presque universel, à mettre fin au blocus économique, commercial et financier qui depuis presque 50 ans prétend entraver le droit du peuple cubain de décider de son destin. C'est honteux que cet appel ne soit pas écouté, année après année, par ceux qui violent fréquemment les lois internationales. Nous confirmons le rejet du Venezuela à l'application de toute mesure unilatérale avec des effets extraterritoriaux qui viole les normes et les principes du droit international. »

La force du débat auquel des représentants de plus de 30 pays ont pris part et qui s'est étendu au delà de la séance matinale, a correspondu pleinement au résultat du vote.

« Le résultat du vote est le suivant. Voix pour 186

Voix contre :2

Abstentions : 3

Le projet de résolution A/66/L.4 est adopté. »

Vingt ans après avoir été approuvée pour la première fois, par 59 états membres, un texte similaire a reçu cette année 186 voix pour. C'est-à-dire que le nombre de pays qui appuient la demande cubaine s'est multiplié par 3, ce qui vient démontrer l'appui de la communauté internationale à Cuba dans sa bataille contre le blocus étasunien.

La résolution cubaine est l'une des plus votées parmi celles que les Nations Unis mettent à la considération de ses instances et agences comme l'avait reconnu dans son discours le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez

« Il s'agit d'un des thèmes traditionnels de l'Assemblée Générale parmi les plus débattus et ceux ayant un appui presque unanime ce qui démontre avec netteté, l'isolement du pays agresseur et la résistance héroïque d'un peuple qui refuse de renoncer à ses droits souverains. »

Les deux voix contre ne sont que l'expression de la connivence indissoluble entre Israël et les Etats-Unis. Malgré les multiples pressions qu'ils ont exercées sur le reste des pays, les Etats-Unis n'ont eu, tout comme lors des dernières années, que l'accompagnement de Tel Aviv. D'autre part, de petits états insulaires du Pacifique, auparavant si obéissants, optent à l'heure actuelle, pour l'abstention, pour se démarquer de la politique anti cubaine de la Maison Blanche ; tel est le cas des Iles Marshall, Palau et de la Micronésie.

Cette fois-ci il y a eu deux absences, parmi lesquelles celle de la Libye, dont le siège était occupé alors par un gouvernement qui n'existait pas et qui a obtenu sa représentativité grâce à l'appui des grandes puissances occidentales.

Il faut dire que Cuba n'avait pas besoin d'une voix dont la légitimité est mis en doute, surtout pas alors que la communauté internationale a montré d'une façon très nette, son rejet du blocus, une position à laquelle est venu se joindre, le membre le plus récent de l'ONU: la République du Soudan du Sud, comme l'aurait fait la Palestine héroïque, qui se voit toujours refuser la condition de membre de pleins droits.

En présentant la résolution, Bruno Rodríguez a qualifié de fausse l'image de flexibilité que l'actuelle administration étasunienne prétend donner. Il a dénoncé le fait que le blocus et les sanctions contre Cuba restent intacts:

« L'un des traits distinctifs du mandat du président Obama, est le renforcement de la traque des transactions financières cubaines partout dans le monde, sans le moindre respect des lois des pays tiers, et malgré l'opposition de leurs gouvernements. Cuba ne peut toujours pas exporter ou importer librement des produits et des services d'aucun type vers ou depuis les

Etats-Unis. Elle ne peut pas utiliser le dollar étasunien dans ses transactions, y compris les paiements à l'Organisation des Nations Unies ou à d'autres organismes internationaux ».

Le ministre cubain des Affaires étrangères a donné d'autres exemples qui confirment le caractère extra territorial de cette politique et qui démasquent l'argument brandit toujours par les représentants des Etats-Unis qui signalent que le blocus est une question bilatérale:

« C'est quoi, si ce n'est une preuve de l'extraterritorialité de cette politique, les amendes imposées le 18 août 2011 à la filiale de l'entreprise de navigation et des transports maritimes française CMA CGM pour avoir offert des services de conteneurs à Cuba? Comment pourrait-on qualifier les exigences de la filiale européenne PayPal, entreprise chargée de faciliter les transactions électroniques sur Internet, à la firme allemande Rum Co pour qu'elle sorte de sa page web le rhum et les cigares cubains? »

Dans un autre moment de son intervention, le ministre cubain des Affaires étrangères, s'est référé aux réponses du gouvernement étasunien face aux offres d'aide réitérés de Cuba, pour établir un dialogue bilatéral au cours duquel seraient abordées toutes les questions intéressantes de chaque partie.

De l'avis de Bruno Rodriguez, la réponse donnée par Barack Obama ne correspond pas à ce qu'on attend du président élu pour le changement, qui ressemble plutôt à un Républicain avec ses exigences de changements, comme s'il ne savait pas que Cuba a procédé à faire le plus grand changement, le 1er janvier 1959 et que depuis lors elle n'a cessé de changer, ce qui est à la base de sa force pour résister et ne pas se détourner de la voie choisie.

« Maintenant Cuba change et changera tout ce qui devra être changé, mais toujours dans le cadre de la Révolution et du Socialisme »

Dans une autre partie de son discours le ministre cubain signalait

« La proposition de Cuba pour avancer vers la normalisation des relations et étendre la coopération bilatérale à divers domaines, reste en vigueur. La solution réciproque de questions humanitaires en suspens serait de l'intérêt des deux pays.

Pour quoi le gouvernement du Président Obama ne s'occupe pas plutôt des problèmes des Etats-Unis et nous laisse, nous Cubains, résoudre en paix et en tranquillité les nôtres? »

Après avoir réclamé la libération des 5 Cubains prisonniers aux États-Unis pour avoir lutté contre le terrorisme et avoir remercié l'appui donné à Cuba par tous les pays tout au long de ces deux décennies, l'émotion a rendu plus énergique la voix du ministre cubain lorsqu'il a demandé aux présents au nom des enfants de son peuple auxquels le blocus leur refuse le traitement médical nécessaire, l'approbation de la nouvelle résolution condamnant une politique aussi criminelle.

« Au nom de mon peuple dévoué, généreux, optimiste et héroïque, et pour le bien de la communauté des nations et de "l'équilibre du monde", je vous demande d'appuyer le projet de résolution L4 intitulé: "Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis d'Amérique contre Cuba ". »

Les applaudissements qui ont clôturé le discours du ministre cubain ont été le prélude de l'ovation qui a ébranlé l'assemblée plénière, lorsque l'écran électronique a reflété les résultats du vote. Une fois de plus la communauté internationale exprimait son appui quasi unanime au texte présenté par Cuba. Cela a été un acte de justice qui a rempli de joie la représentation cubaine. Le représentant de l'Empire, une fois de plus, a dû contempler en solitaire son échec.